

Motion du collectif

Depuis des années, la politique nationale de restriction drastique des moyens pour l'école en particulier et pour le service public en général a pour conséquence de mettre notre département en grande difficulté.

Cette année les suppressions d'emplois réclamées par le Ministère sont inacceptables et insoutenables. En effet, ce sont plus de 50 postes, tous secteurs confondus, qui seront supprimés à la rentrée 2011. Tous les secteurs de l'Education Nationale sont donc en danger.

Face à ce volume de suppressions sans précédent, les organisations syndicales, les associations de parents d'élèves, les élus et les citoyens, forces vives du département, ont décidé de boycotter le CDEN. Dans tout le département et depuis plusieurs semaines, la mobilisation de tous ne désenfle pas et se montre à la hauteur de l'attaque contre notre Ecole Républicaine. Il s'agit là d'un refus massif de la politique de mise à mal des Services Publics menée dans notre pays.

La seule réponse possible à cette situation désastreuse est le vote par le Parlement d'un collectif budgétaire afin de redonner à l'Éducation Nationale les moyens nécessaires dont elle a besoin.

Afin de réaffirmer de façon massive le rejet de la politique menée, les signataires de cette déclaration appellent à manifester massivement devant la Préfecture le jour du CDEN où seul le Préfet et l'Inspecteur d'Académie siégeront en l'absence des organisations syndicales, des associations de parents d'élèves et des élus, mercredi 23 février à 14 heures.